

UNIVERSITÉS *Le Monde* & GRANDES ÉCOLES



Etudiez à l'étranger !

Les grandes écoles proposent une large palette de doubles cursus, de séjours et d'échanges, pour vous former sur les cinq continents

- Amandine Cionni -

Vous êtes les fils et les filles d'Erasme ! Vous qui préparez les concours, ou qui, encore lycéens, rêvez d'intégrer une grande école, le monde est à vous. Vous allez marcher dans les pas de ce premier étudiant voyageur qu'était Erasme de Rotterdam (1466-1536). Celui-là même qui a donné son nom aux échanges européens d'étudiants, le fameux programme « Erasmus ».

Il y a six siècles, cet humaniste avait compris qu'une bonne formation intellectuelle s'affranchissait des frontières. De Rotterdam à Paris, Florence ou Cambridge, il a sillonné l'Europe, nourrissant ses réflexions et ses écrits de l'air des lieux. Son nom pourrait figurer au fronton des grandes écoles, tant ces institutions font de l'internationalisation leur carte maîtresse, voire leur credo.

Dans la guerre larvée qui l'oppose de longue date à l'université – et qu'on sent poindre de nouveau –, la grande école à la française a ses faiblesses, certes, mais pour l'ouverture au monde, elle a une vraie longueur d'avance. « L'international a cessé d'être une obligation, il est devenu une évidence », résu-

me au *Monde* le directeur de Grenoble Ecole de management, Loïck Roche. Cette « évidence » se décline. D'abord avec cette petite musique de fond des amphithéâtres, charmés par la venue d'enseignants du bout du monde, ou simplement quand le cours est dispensé en langue étrangère et que le voisin de banc arrive tout juste de Bangkok ou de Berlin.

Les écoles françaises se partagent la planète

Mais ce qui aide à penser autrement reste l'expérience à l'étranger. Partir en échange, c'est toujours bien. Six mois ou un an ailleurs, sur un campus, est intéressant et enrichissant. Mais il y a désormais bien mieux, avec la kyrielle de doubles cursus qui feront de vous un diplômé d'Harvard voire d'une université chinoise. En management, en ingénierie, également dans la cuisine ou dans la mode, les écoles françaises sont partout et se partagent la planète. « La concurrence est désormais mondialisée (...). Si une école n'est pas reconnue mondialement, elle ne peut revendiquer de figurer parmi les établissements de premier plan. Nous

n'avons guère le choix », explique Bernard Ramanantsoa, le patron de la plus ouverte des écoles de management française, HEC.

Alors, le marché de l'orientation scolaire s'est élargi et complexifié tout à la fois. On ne restreint plus son choix entre Paris, Grenoble ou Strasbourg. Les étudiants et leurs parents ont intégré qu'il est désormais possible de s'inscrire en solo à Madrid, Berlin ou Montréal. D'autant que les écoles et les universités des pays voisins et des autres continents viennent de plus en plus souvent faire leur marché en terre française, où elles aiment séduire les bons lycéens.

Fuite des cerveaux ? Arrêtons de tout mélanger ! L'attractivité des entreprises françaises pour la jeunesse du pays et les possibilités d'y être recruté sont un autre problème. Il ne doit s'inviter dans le débat que dans un second temps. Se constituer un CV international est une urgence pour chaque étudiant ; une vraie richesse pour celui qui rentrera travailler en France après quelques années de « culture monde ». L'intérêt personnel et celui du pays ne sont pas antinomiques. Ouvrons nos fenêtres et nos esprits ! ■

MARYLINE BAUMARD



FINANCER SON DÉPART

Des fondations aux villes, les bourses et les aides sont nombreuses. Et pour bien anticiper, mieux vaut connaître le coût de la vie dans le pays d'accueil.

PAGES 4-5



UNE BATAILLE MONDIALE

Bernard Ramanantsoa, directeur d'HEC, explique comment son école, l'une des plus ouvertes au monde, a mis en place sa stratégie à l'international.

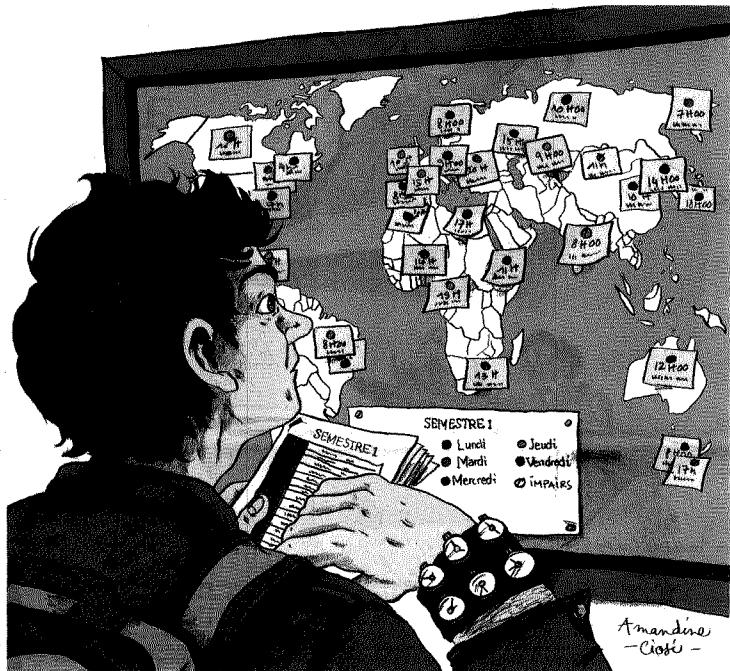
PAGE 9



LE RÊVE CHINOIS DEVIENT POSSIBLE

Centrale Pékin forme des ingénieurs depuis 2005. Dans son sillage, les autres écoles signent des partenariats et installent des campus dans les grandes villes chinoises.

PAGES 14-15



« L'international est un élément majeur d'attractivité, qui nous différencie des universités »

Jean-Guy Bernard
directeur de l'EM Normandie

Le modèle multipolaire de l'ESCP Europe

PARIS, Londres, Madrid, Berlin et Turin : avec ses cinq campus, répartis dans les cinq pays « majeurs » de l'Union européenne, l'ESCP Europe permet à ses élèves d'étudier dans trois destinations de leur choix – une par an –, et dans trois langues différentes. Dans chaque pays, ils peuvent obtenir, en sus du parchemin de l'école, un diplôme national – « Laurea » en Italie, « Diplom-Kaufmann » en Allemagne...

Ce cursus « intégré », qui forme des profils rompus aux subtilités de la construction européenne et de l'interculturel, fait la fierté et l'originalité de l'école : aucune institution ne peut se prévaloir d'un tel dispositif, entièrement tourné vers l'international. Les globe-trotteurs impénitents peuvent même, cerise sur ce gâteau déjà très riche, s'offrir un stage, un séjour d'échange ou une année de césure dans un quatrième pays, de préférence sur un autre continent. L'ESCP Europe s'attache désormais à tisser des liens avec des institutions étrangères de renom – comme l'université Tongji à Shanghai, l'une des plus réputées de Chine – et à bâtir un « sixième campus » virtuel, fondé sur l'enseignement à distance.

« Ce modèle, qui repose sur les échanges entre des campus très rapprochés, c'est l'atout de l'E-

urope, explique Edouard Husson, directeur général de cette école. Il ne s'agit pas pour nous de recruter des étudiants dans différentes zones de la planète et de les former sur place, mais de permettre aux mêmes étudiants de bénéficier des synergies entre campus et du croisement des cultures. C'est ce qui nous distingue d'une business school « globale », avec des campus en Asie, en Amérique ou ailleurs. A nos yeux, il n'y a pas de meilleur creuset que l'Europe : elle seule offre le maximum de diversité dans le minimum d'espace. Une fois qu'ils sont familiers des subtilités de l'Europe, nos diplômés peuvent partir affronter le grand large et l'intercontinental. » Comme le souligne le site de l'école : « L'identité de ESCP Europe est profondément européenne, tandis que sa destination est le monde. »

Mais ce modèle « multipolaire » comporte son lot de contraintes. Difficile d'organiser une multitude de parcours distincts, de faire circuler élèves et professeurs entre les campus, de jongler en permanence avec les langues et les cultures... Un tel dispositif génère des coûts logistiques supplémentaires. Mais sans doute est-ce le prix à payer pour un cursus sans équivalent. Et que les entreprises apprécient particulièrement. ■

J.-C.L.

Des études à l'échelle planétaire

Les grandes écoles rivalisent d'inventivité et multiplient les initiatives et les partenariats pour offrir à leurs étudiants un enseignement multiculturel, ouvert sur le monde et adapté aux nouvelles exigences du marché de l'emploi

Toujours plus. Plus d'étudiants et de professeurs étrangers, plus de cours en anglais et de séjours aux quatre coins du monde... Toujours plus d'international : tel est le mot d'ordre dans les grandes écoles. « L'international a cessé d'être une obligation, il est devenu une évidence », constate Loïc Roche, directeur de Grenoble Ecole de management (Grenoble EM). « C'est un élément majeur d'attractivité auprès des étudiants et des entreprises, qui nous différencie des universités », renchérit Jean-Guy Bernard, qui dirige l'EM Normandie. Pour préparer leurs élèves à travailler dans un monde globalisé, les écoles rivalisent d'imagination.

Anglais courant ? La question ne se pose même plus. « L'anglais n'est pas une langue étrangère : c'est la langue des affaires », note Stéphan Bourcier, patron de l'ESC Dijon-Bourgogne, qui propose l'intégralité de son cursus en français ou en anglais, au choix. Même chose à l'Ieseg, à l'Edhec, à l'ESC Rennes, à Grenoble EM... « A la sortie de l'école, nos élèves ont un score de 880 au test TOEIC, le niveau le plus élevé en France », assure le directeur de l'Ieseg, Jean-Philippe Ammeux. Certaines écoles vont jusqu'à imposer une deuxième langue, ou à en proposer une troisième en option, comme à l'ESC La Rochelle, EM Strasbourg ou l'EM Normandie.

Autre formule : le séjour à l'étranger. Une durée d'un trimestre est considérée comme un minimum. En réalité, de plus en plus d'étudiants partent six mois, voire un an... ou plus, avec l'année de césure. « En moyenne, nos élèves effectuent deux semestres à l'étranger, indique Olivier Aptel, à la tête de l'ESC Rennes. Nous avons aussi un parcours "3 zones", qui permet de passer près de deux ans dans trois

pays différents. On peut même compléter par un stage... » Mais il faut y regarder de plus près : de simples « accords d'échange » garantissent peu sur l'enseignement suivi à l'étranger. Certes, leur nombre permet d'éviter les départs groupés vers une même destination, où les élèves risqueraient de recréer une « petite France » hors de l'Hexagone. L'Ieseg dispose ainsi de 170 accords, dont 18 en Inde...

Le « double diplôme », lui, est plus exigeant : il suppose une évaluation réciproque et serrée entre institutions. Mieux encore, le « programme conjoint » est réellement monté en commun. L'ESC Dijon a ainsi élaboré un bachelor commun avec l'université d'Oxford Brookes en Grande-Bretagne. Nombre d'écoles ont aussi ouvert des campus à l'étranger :

l'Essec et l'Edhec à Singapour, l'ESC Rennes, Kedge et le groupe HEI-ISA-ISEN au Maroc, EM Lyon à Shanghai, l'Icam en Inde, l'ESCToulouse à Barcelone et au Maroc... Ces implantations servent à accueillir des candidats locaux et, dans une moindre mesure, des étudiants français. Avec ses campus à Raleigh aux Etats-Unis et à Suzhou en Chine, Skema a opté pour une logique inverse : elle y envoie en immersion ses élèves. Grenoble EM, de son côté, mise sur des programmes « délocalisés » (à Londres, Moscou, Pékin...), tels son MBA (260 inscrits), son DBA et ses MSc. Résultat, le groupe compte 2 500 élèves étrangers. Quant à ses programmes doctoraux, ils comportent 90 % de profils internationaux. Bref, chaque école déploie une stratégie propre.

On peut aussi désormais étoffer son bagage international sans s'expatrier. Car les campus ne cessent de se transformer. Les professeurs étrangers y sont de plus en plus nombreux : 82 % à l'ESC Rennes, 83 % à l'Ieseg... « Ils sont le cœur du dispositif, estime Olivier

Aptel. La plupart enseignent en anglais et apportent un autre regard sur leur discipline... Leur présence nous aide à attirer des étudiants étrangers. » A l'ESC Dijon, ils sont 400 sur 1 800 inscrits ; à EM Normandie, 300 pour 2 600 et à Audencia, plus de 600. Leur taux est encore plus élevé dans les MBA « full time », véritables melting pots culturels. « Je viens de plancher sur une étude de cas avec une Mexicaine, un Indien et une Danoise – le tout en anglais, raconte Benjamin Athuil, en troisième année à l'Essec. Chacun a un point de vue différent, lié à sa culture. Cela donne une profondeur accrue à nos cours. Et cette diversité permet d'avoir un large réseau. »

Rien d'étonnant si, à la sortie, un nombre croissant d'étudiants visent un poste à l'étranger. Dans ce contexte, les écoles d'ingénieurs paraissent encore en retrait. « Faux, assure Jean-Marc Idoux, directeur général du Groupe HEI-ISA-ISEN. Il faut casser cette image et parler des initiatives, nombreuses et originales. » Exemple : ces groupes d'élèves en fin de cursus que l'école, en partenariat avec Saint-Gobain, envoie travailler onze semaines aux Etats-Unis sur un sujet industriel. « Chez nous, la mobilité est un impératif, souvent lié à la professionnalisation : les stages à l'étranger sont très répandus, poursuit M. Idoux. De plus, nous avons en général autour de 300 élèves internationaux dans nos murs. »

Reste que l'international ne s'improvise pas. « Outre un niveau d'anglais reconnu, il est souhaitable de bien maîtriser une deuxième langue en lien avec son projet professionnel, conseille Jean-Guy Bernard. Il faut aussi profiter des semestres à l'étranger et de l'année de césure pour mettre en cohérence ses choix de destinations avec le métier que l'on vise. Mieux vaut éviter de partir au hasard, ou de choisir un pays parce qu'il fait rêver. » ■

JEAN-CLAUDE LEWANDOWSKI

Palmarès

Le trio de tête des pays le plus souvent cités par les étudiants pour un stage ou un échange est mené par le Royaume-Uni qui recueille 20 % des souhaits de

départ. Suivent les Etats-Unis (19 %) et l'Allemagne (14 %).

Europe ou Asie ? L'enquête Harris Interactive, réalisée pour l'Institut Montaigne du 19 avril au 2 août auprès de 975 étudiants de grandes écoles, montre que l'Europe est en compétition avec

des destinations beaucoup plus lointaines. L'Espagne arrive en troisième position des souhaits, avec 8 % de citations, suivie par Singapour, la Chine et le Canada, tous trois entre 5 % et 6 %. L'Italie et l'Australie recueillent chacune 4 % des souhaits d'expatriation temporaire.

La zone Asie-Pacifique, menée par Singapour, la Chine et l'Australie, a le vent en poupe

Les destinations les plus prisées

Les pays anglophones restent très appréciés des étudiants qui veulent effectuer une partie de leur cursus à l'étranger. Mais l'Asie, le Pacifique ou encore les pays émergents attirent de plus en plus

En 2013, les étudiants de grandes écoles sont près de huit sur dix à déclarer avoir effectué une partie de leur cursus à l'étranger (79 %, d'après un sondage Harris Interactive réalisé cet été pour l'Institut Montaigne). Une quasi-unanimité, qui recouvre des aventures très différentes, selon que l'on opte pour San Francisco, Bombay... ou l'autre côté du tunnel sous la Manche. Différentes, mais bien souvent en version anglaise.

En effet, le Royaume-Uni, ou plus exactement sa très «*hype*» capitale aux établissements prestigieux (la London School of Economics, l'Imperial College London et, dans les environs, Cambridge et Oxford...), a gardé tout son potentiel de séduction pour la jeunesse de l'Hexagone. Et celle des grandes écoles ne fait pas exception, qui place cette destination en tête de ses choix, avec 20 % des expériences à l'étranger.

Il faut dire qu'à ces attraits s'ajoute celui de la langue : l'anglais est suffisamment maîtrisé par la plupart des élèves pour qu'ils ne craignent pas d'étudier ou de travailler dans cette langue... mais pas assez pour qu'ils n'aient pas envie de pouvoir ajouter à leur CV l'alléchante mention «*English: fluent*».

Même atout linguistique pour les Etats-Unis, quasi ex-æquo, avec 19 % des suffrages. «*Le rêve américain est encore bien vivace*», confirme Christopher Cripps, directeur des relations internationales de l'Ecole centrale de Paris. Universités au sommet du classement de Shanghai (Harvard, Stanford, université de Californie, Massachusetts Institute of Technology...),

un parfum d'aventure, un peu accentué par l'éloignement et les séduisantes et médiatiques «*success stories*» de la Silicon Valley... Alexandre Jais, centralien en double diplôme à Stanford, qualifie la baie de San Francisco d'«*eldorado pour qui veut s'imprégner de l'état d'esprit entrepreneurial*». Et si, il le reconnaît, les frais de scolarité peuvent effrayer, «*il est possi-*

ble d'obtenir un poste d'assistant au sein de l'université», donc de percevoir un salaire. A ceur vaillant...

«*Heureusement, certains étudiants s'intéressent à d'autres pays, qu'ils soient membres du G20 ou émergents*», nuance Yves Poilane, président de la commission des relations internationales de la Conférence des grandes écoles et directeur de Télécom ParisTech. En effet, derrière les voisines européennes (l'Allemagne et l'Espagne, qui représentent respectivement 14 % et 8 % des choix), c'est toute une galaxie de destinations montantes qui se partagent le reste des promotions.

La zone Asie-Pacifique, menée par Singapour (6 %), la Chine (6 %, Hongkong compris) et l'Australie, a le vent en poupe – en partie parce qu'on y trouve des enseignements d'excellent niveau ou des stages en entreprise en langue anglaise. C'est pour-

quoi, et bien que les Etats-Unis reçoivent toujours les plus gros contingents de HEC, «*si l'on considère les chiffres établissement par établissement, c'est l'université de Singapour qui est plébiscitée*», constate Eloïc Peyrache, directeur délégué de cette école.

Quant à l'Australie, la politique volontariste en direction des étudiants étrangers commence à porter ses fruits de manière spectaculaire (+146,2 % de Français entre 2005 et 2010). «*Par rapport à d'autres pays, l'obtention d'un visa est très simple, rapide et peu coûteuse*, confirme Hélène Fromenty, élève de Sciences Po Rennes, qui vient de passer une année scolaire à l'université de Canberra. C'est un pays éloigné, dont on parle beaucoup mais que l'on connaît peu. Grands espaces, paysages variés... C'est un peu le rêve de tout le monde, finalement, de pouvoir allier études, voyage et découverte.» L'Australie conserve une belle marge de progression, puisqu'elle n'accueille encore que 4 % d'élèves de grandes écoles.

Mais, insiste M. Poilane, «*les succès internationaux des entreprises françaises, qui se développent beaucoup dans les pays émer-*

gents, sont de nature à encourager nos élèves à aller voir au-delà des seuls pays anglo-saxons, par exemple du côté des BRIC [Brésil, Russie, Inde, Chine], et c'est le rôle des établissements que de mettre en avant l'expérience humaine que peut représenter un pays moins "sûr", dans tous les sens du terme». Ce qui est sûr, c'est que ceux qui tentent l'aventure ne semblent pas déçus. Loïc Murat a choisi de se lancer dans un double diplôme en génie civil, en profitant d'un partenariat entre son école (Centrale Paris) et l'université fédérale de Rio de Janeiro. «*Le Brésil [2 % des élèves] est le pays le plus dynamique d'Amérique latine, avec une croissance économique impressionnante... Sans oublier qu'il va accueillir la Coupe du monde de football en 2014 et les Jeux olympiques en 2016*», précise cet accro du sport, qui n'hésiterait pas à débuter sur place si l'occasion s'en présentait.

Clément Gire, quant à lui, a passé six mois à l'Indian Institute of Technology de Bombay (Inde, 3 % des élèves), avec l'*«objectif principal de partir loin, géographiquement et culturellement»*, ce qui représentait «*à la fois un défi et une volonté de s'ouvrir et de s'enrichir*». Bilan ? Il a pu voyager, «*dans un pays aux possibilités infinies et aux prix dérisoires, mais aussi assister à des cours de très bon niveau, apprendre un peu d'hindi, comprendre l'organisation politique et sociétale de l'Inde*». Il a «*beaucoup évolué personnellement*» et considère cette expérience comme «*peut-être la plus profitable de sa formation, et assurément la plus intense*».

«*On ne valorise pas de la même manière un séjour aux Etats-Unis ou dans un pays émergent*», conclut M. Poilane, avant de confesser dans un sourire avoir lui-même, jeune diplômé de Télécom ParisTech, passé neuf mois... en Californie, «*dans les télécommunications spatiales. Mais c'était il y a bientôt trente ans, avant Skype et l'Internet à haut débit !*» En 2013, la Californie, c'est presque la banlieue de l'Hexagone. Et si on regardait plus loin ? ■

MURIEL GILBERT

Pékin n'est pas plus cher que Londres

Frais de scolarité, billets d'avion, logement, vie quotidienne : le prix des études à l'étranger se calcule globalement

Dans les écoles, les séjours à l'étranger sont partie intégrante du cursus. Atouts indéniables sur un CV, ils viennent aussi allonger la note des frais de scolarité. Hormis quelques cas particuliers, les programmes d'échanges fonctionnent autour du principe suivant : les étudiants règlent les frais d'inscription annuels auprès de leur école, sans payer de supplément dans l'établissement qui les accueille. Ce système n'engendre pas d'économie notable si l'on part dans un pays comme la Norvège où l'accès au supérieur est gratuit – facteur qui a intensifié la mobilité vers cette région nordique, comme l'a relevé l'OCDE dans l'édition 2013 de *Regards sur l'éducation. Panorama* (éd. OCDE, 110 p., 30 €).

En revanche, pour qui rêve d'horizons australien ou nord-américain, mieux vaut être soutenu par son école. Car les frais de scolarité oscillent là-bas autour de 23 300 dollars par an (17 400 euros), selon une étude du groupe HSBC publiée en août. Dans tous les cas, reste à évaluer le budget nécessaire à la préparation du voyage, au transport et au quotidien. Quelques avis croisés d'étudiants pour mieux s'y retrouver.

S'appuyer sur les accords conclus par l'école « J'ai passé neuf mois à Pékin. Mon école a pris en charge l'inscription dans l'université partenaire et m'a transmis les documents à remplir », résume Alexandra Castel-Aubin, en bachelor (équivalent licence) à l'ESC La Rochelle. Outre cette aide, l'accord entre deux établissements peut aussi beaucoup simplifier la recherche de logement : « J'ai pu me loger sur le campus pour 200 euros par mois, dans une résidence universitaire tout à fait convenable, explique l'étudiante. Certains amis ont préféré rechercher un appartement en ville. Ils ont réussi à trouver une location

intéressante, car les prix de l'immobilier sont plutôt bas, mais ils ont dû s'acquitter de frais d'agence et d'interprète. » Tarifs concurrentiels aussi à la cafétéria de l'université, où la jeune femme déjeunait chaque midi pour 0,80 euro.

Au-delà du coût de la vie, il s'agit de s'informer sur les services offerts par l'université d'accueil. Entre les campus à la pointe de la technologie et ceux qui factureront l'accès à la bibliothèque, il y a presque autant de situations que d'établissements.

Evaluer les frais de voyage par rapport au coût total Il faut compter 4 783 dollars par an pour les dépenses du quotidien en Chine, contre 11 034 dollars au Royaume-Uni, toujours d'après les calculs d'HSBC. Remis ainsi en contexte, l'écart de prix entre un vol longue distance et un voyage outre-Manche ne semble plus si décisif. Elève ingénieur à l'Estaca, une école d'ingénieurs située à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) et spécialisée dans les transports et l'aéronautique, Maxime Beaumont a opté pour le Mexique. Il savait qu'il lui faudrait investir pour le trajet, mais que la vie y serait « clairement moins chère » qu'à Paris. Début 2013, à Guadalajara, il a passé cinq mois dans une ambiance polyglotte. « J'étais intéressé par l'université TEC de Monterrey, car elle me permettait de suivre des cours en anglais, tout en pratiquant l'espagnol chaque jour, se souvient-il. Je n'ai pas eu de frais particuliers sur le campus, si ce n'est une assurance de 300 euros tenant qu'étudiant international. On pouvait même prendre gratuitement des leçons de tennis ou de natation. »

Contactez les précédentes promotions Certains sites Web institutionnels aident à se faire une idée du coût de la vie avant le départ, par exemple celui du China's University and College Admission System (www.cucas.edu.cn), qui donne des références, tels le prix d'un ticket de cinéma, celui des transports en commun,

ou les variations d'une province à l'autre. L'idéal reste cependant de compléter ces informations par des témoignages d'étudiants qui ont vécu une expérience similaire. Diplômé en 2012, Aymeric Guedy, 25 ans, a terminé ses études à l'Edhec sur le campus de Singapour, avec un master de finance en alternance. Son conseil, pour trouver un contrat de travail comme un logement : s'appuyer sur le réseau de l'école, et notamment les promotions sur place qui connaissent astuces et adresses utiles au moment de l'installation. Des contacts précieux aussi pour appréhender les méandres de l'administration.

Au prix du visa en tant que tel, il faut parfois ajouter un certain investissement en temps et en argent, prévient un étudiant des Mines, parti pour un semestre au MIT (Massachusetts Institute of Technology) à Boston : « Pour obtenir mon visa d'études, il m'a fallu près de six mois, avec beaucoup de formalités : des documents à envoyer par courrier, des photos d'identité avec des critères très spécifiques, etc. »

Anticiper les frais d'installation « Singapour est surnommée la "Suisse asiatique" : la vie y est très chère par rapport aux pays voisins, note Aymeric Guedy. On y trouve difficilement un logement à moins de 500 ou 600 euros par mois. Avec une caution qui s'élève à deux mois de loyer, il faut veiller à avoir de l'argent disponible sur son compte dès l'arrivée. C'est aussi le moment où s'accumulent toute une série de petites dépenses, comme l'achat d'un téléphone. »

D'après l'Office allemand d'échanges universitaires (le DAAD, sur le Web : Paris.daad.de) par exemple, prévoyez outre-Rhin de 225 à 300 euros en ce qui concerne les manuels et le matériel d'études. « Avant de partir, j'ai demandé à ma banque de faire un réglage sur ma carte bancaire pour ne pas payer de charges lorsque je retirerais de l'argent », glisse Alexandra Castel-Aubin. De quoi éviter de mauvaises surprises les premiers jours. ■

AURÉLIE DJAVADI

6 285

euros

C'est le coût d'une année de vie et d'études en Allemagne. Cette évaluation, réalisée par HSBC en août 2013, fait de l'Allemagne la destination la moins chère. Six fois moins onéreuse qu'un an en Australie, par exemple, où il faut compter 38 000 dollars pour s'en sortir, entre les frais de scolarité et le coût de la vie.

Les Etats-Unis arrivent en deuxième position, avec un budget nécessaire de 35 000 dollars minimum.

Bourses, aides... Des sous pour partir

Comment trouver des fonds pour partir étudier ou effectuer un stage à l'étranger ?

Tour d'horizon des coups de pouce, variés et bienvenus

Un étudiant qui part à l'étranger peut mobiliser différentes ressources financières pour ses frais de voyage, d'inscription et de vie sur place. Si, ces dernières années, certaines régions ont diminué les bourses accordées aux jeunes voyageurs ou modifié leurs critères d'accès, les dispositifs restent nombreux. Pour savoir qui solliciter, l'étudiant peut s'adresser au service international de son établissement ou au réseau information jeunesse (www.cidj.com). Il trouvera aussi des informations sur les sites des ministères des affaires étrangères et de l'enseignement supérieur et de la recherche. Listons ici quelquesunes des portes auxquelles frapper.

Penser à Erasmus Quasiment tous les établissements d'enseignement supérieur ont en contrat avec le programme phare de la Commission européenne, permettant ainsi à leurs étudiants de décrocher une bourse pour partir étudier ou travailler en stage. Les montants moyens des aides sont de 348 euros par mois pour une mobilité en stage, de 165 euros pour les études. A partir de la rentrée 2014, ces montants seront ajustés selon le pays de destination de l'étudiant. « La bourse sera moins élevée pour un étudiant qui partira en Roumanie, plus pour celui qui rejoint la Suède, puisque les niveaux de vie dans ces pays sont très différents », explique l'agence Europe-Education-Formation, qui gère le programme. Les bourses Erasmus sont cumulables aux autres aides et peuvent être sollicitées deux fois (par exemple, en licence et en master).

Passer par les collectivités territoriales Les régions, les départements et les villes peuvent accorder des bourses de mobilité internationale. La Ville de Paris propose par exemple des aides complémentaires à Erasmus de 160 euros par mois.

« Elles représentent 30 % du budget de la vie étudiante de la ville. Un étudiant peut bénéficier d'une double aide de la région Ile-de-France et de la Ville de Paris, mais cela reste rare. Nous avons accordé nos critères, qui sont des critères sociaux », indique Didier Guillot, adjoint au maire de Paris chargé de la vie étudiante.

La région Alsace propose, quant à elle, des bourses de 500 à 1 000 euros pour des stages ou des études effectués à l'étranger pendant trois mois et au-delà par des étudiants de L3, M1 et M2. « Les étudiants ne doivent pas négliger leur ville d'origine quand ils ont changé de lieu pour étudier : certaines bourses sont mobilisables si leurs parents y habitent encore, et parfois bonifiées dans le cadre de jumelages », conseille Dominique Maratray, responsable stages et relations internationales à l'ISEN Brest.

Demander dans les ministères Les boursiers de l'enseignement supérieur peuvent continuer à bénéficier de leur bourse en étudiant dans les pays du Conseil de l'Europe. Une aide à la mobilité internationale du ministère de l'enseignement supérieur (400 euros par mois) peut s'y ajouter sous conditions. Le ministère de la culture accorde des aides aux étudiants des écoles nationales supérieures d'architecture (ENSA) et du paysage (Ensap). « Moins connu, le Fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes (FSDIE) dans les universités peut être sollicité pour une mobilité à l'étranger », note aussi Valérie Montembault, chargée de mission Europe et international à Eurodesk France au Centre d'information et de documentation jeunesse (CIDJ).

Ne pas oublier les organismes français privés Les fondations privées et les fondations d'entreprises, les associations, les institutions comme le Rotary Club peuvent aider certains étudiants. Il faut se renseigner directement auprès d'elles.

Via l'Allemagne... Les 6 000 étudiants inscrits dans les 150 cursus labellisés par l'Université franco-allemande (UFA) bénéficient sans critères d'accès d'une bourse de 270 euros mensuels pour un maximum de dix mois. « Ceux qui suivent une licence et un master auront droit deux fois à cette aide », précise Patrice Neau, président de l'UFA. Elle est cumulable avec les bourses Erasmus et les aides des collectivités selon leurs critères d'attribution. » L'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ) octroie aussi des bourses aux étudiants de licence, bachelor, bac + 2 ou + 3, non cumulables avec l'UFA, mais qui peuvent compléter des aides Erasmus ou des collectivités. Enfin, le Centre interdisciplinaire d'études et de recherches sur l'Allemagne (Ciera) accorde des aides à la mobilité pour des étudiants en master et des chercheurs en sciences humaines et sociales.

...et l'Amérique du Nord La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (Crepuq) liste sur son site les organismes offrant des aides aux étudiants étrangers. Quatorze universités franciliennes sont partenaires de la Mission interuniversitaire de coordination des échanges franco-américains (Micefa) qui propose des échanges avec des universités des Etats-Unis et du Canada. Dans ce cadre, l'étudiant français ne paye pas les droits d'inscription dans l'établissement d'accueil.

« Les universités américaines fonctionnent au mérite : par exemple, le candidat à un MBA qui aura le score le plus élevé au GMAT [Graduate Management Admission Test] pourra prétendre à des bourses ou à un assistantship, c'est-à-dire un travail sur le campus pour aider un chercheur », indique aussi Eve Hilairet, assistante du Centre franco-américain de l'IAE de Caen.

Par l'intermédiaires des accords bilatéraux et des aides locales « Il existe des bourses issues d'accord bilatéraux de la

France avec d'autres pays : la Malaisie, le Brésil, des pays méditerranéens en lien avec l'Office méditerranéen de la jeunesse... Les accords sont détaillés sur Campusfrance.org ou le site Diplomatie.gouv.fr, précise

Valérie Montembault. *Les gouvernements étrangers, par exemple le Mexique ou l'Islande, donnent aussi des bourses. Il faut se renseigner sur le site de l'université d'accueil dans la rubrique étudiants étrangers ou sur*

le site du ministère des affaires étrangères.»

De manière générale, il faut toujours s'y prendre très tôt car les délais de constitution de dossier et d'attribution peuvent être longs. ■

CORALIE DONAS

Stagiaires aux antipodes

De plus en plus de recruteurs apprécient les CV qui comportent un stage de fin d'études hors de France. Conscientes de ces attentes, les grandes écoles mettent leurs conseils et leurs réseaux au service de leurs élèves

Sans l'annuaire des anciens diplômés de Polytech Lille, Vianney Demarque, 24 ans, n'en serait pas là. A peine sorti de ses études en ingénierie et commercialisation des systèmes de mesure, il signera dans quelques jours un CDI dans une entreprise pétrolière en Arabie saoudite. «Depuis le début de mon cursus, j'avais la volonté de m'installer à l'étranger», explique-t-il. Son stage de quatrième année à Dubaï, auprès d'un «ancien» de l'école, a constitué une première étape. Un an plus tard, ses compétences et le bouche-à-oreille dans le petit milieu du pétrole de la péninsule Arabe ont fait le reste.

A Polytech Lille, comme dans la plupart des grandes écoles françaises, la «mobilité» pendant le cursus d'études est aujourd'hui obligatoire. Les étudiants ont le choix entre un séjour d'études, souvent soumis à un processus de sélection, ou un stage en entreprise ou en laboratoire. Ils sont de plus en plus nombreux à choisir la seconde option, sans avoir nécessairement, comme Vianney, le projet de s'installer à l'étranger. «En 2012-2013, 108 étudiants ont fait ce choix», explique Blandine Kowalski, la responsable du service international de l'école lille. D'après la dernière enquête «Mobilité» de la Conférence des grandes écoles (CGE), réalisée en 2011, plus de 23 700 étudiants ont effectué un stage à l'étranger en 2009-2010, alors qu'ils étaient 22 900 l'année précédente. Les séjours d'études en établissement d'enseignement supérieur, sur les mêmes périodes, ne passent pas la barre des 19 000 élèves. Parmi les destinations privi-

légiées : l'Europe (50 %), l'Asie (20 %) et l'Amérique du Nord (15 %).

«Adaptabilité» : le mot revient dans toutes les bouches pour expliquer pourquoi l'*«internship abroad»* a le vent en poupe sur les CV des étudiants et dans les écoles. En découvrant de nouveaux milieux professionnels, des cultures et des législations du travail différentes, «les diplômés ont plus de cartes en main pour s'insérer ensuite», estime Blandine Kowalski. Bien utile en période de crise, dans un contexte ultra-concurrentiel et de plus en plus internationalisé. Les recruteurs partagent le constat.

Chez Deloitte France, acteur majeur de l'audit et du conseil en France, qui a prévu 800 embauches de jeunes diplômés en 2013, on estime même que le stage en entreprise à l'étranger pourrait devenir, dans les prochaines années, une «condition sine qua non» aux recrutements. Mais pour son associé et directeur des ressources humaines, Jean-Marc Mickeler, «il ne suffit pas de dire "j'ai fait un stage loin d'ici". Il faut être capable d'expliquer en quoi celui-ci illustre ses capacités à s'adapter à un environnement différent, à se remettre en cause ou à accepter de nouveaux challenges». Ce qui exclut les mobilités dont l'objectif serait de perfectionner telle ou telle langue, comme cela est souvent avancé en première année d'école.

Trouver un stage à l'étranger... plus facile à dire qu'à faire. Car encore peu d'écoles ont aujourd'hui une politique de démarcation des entreprises étrangères ou françaises expatriées susceptibles de proposer des stages. Comme le montre l'exemple de Vianney Demarque, à Polytech Lille, le traditionnel annuaire des anciens diplômés

peut se révéler efficace. A l'INSA Strasbourg, on préfère enrichir chaque année la banque de données des sociétés «qui accueillent» à partir de contacts trouvés par les étudiants. «Les nouveaux élèves ont donc le choix : soit piocher dans cette banque de données, soit trouver par eux-mêmes», précise Angelika Hammann, responsable du service des relations internationales. Comme ailleurs, l'école accompagne les étudiants pour les démarches administratives (demandes de bourses, de visas, assurances, etc.) et pour la correction des CV en anglais.

Pour les étudiants en mal de contacts internationaux, une myriade d'agences de placement privées propose sur Internet, moyennant paiement, des offres de stages, avec optimisation du CV, coaching pour l'entretien... Mais les écoles comme les recruteurs se montrent méfiants à leur sujet, et insistent sur le fait qu'il faut demander conseil avant de faire appel à elles. D'autant qu'une partie des services qu'elles proposent peut être fournie gratuitement par des organismes publics, comme les Maisons des français de l'étranger (MFE), qui dépendent du ministère des affaires étrangères.

Claudine de Vaux-Bidon, animatrice du groupe «Stage» de la CGE, prévient : «En France, les stages jouissent d'une législation, cadrée, qui nous permet de savoir ce à quoi ont droit nos étudiants. Ce n'est pas obligatoirement le cas à l'étranger.» La gratification obligatoire de l'étudiant au-delà de deux mois de stage n'est qu'un exemple. C'est donc aux écoles que revient le travail d'équilibrisme entre la législation française et celle du pays d'accueil, nécessaire pour donner un cadre légal à la mobilité. ■

SÉVERIN GRAVELEAU

Le stage en entreprise à l'étranger pourrait devenir une «condition sine qua non» aux recrutements»



L'incontournable année hors des frontières

Le stage pratique en France est toujours un passage obligé...



67 % des étudiants indiquent avoir réalisé un stage dans une entreprise privée dans le cadre de leur scolarité*



Alors que seulement 23 % d'entre eux ont effectué ce stage dans le public (entreprise ou administration)*



15 % des diplômés n'ont effectué aucun stage en France



Un taux qui descend à 11 % pour les étudiants des écoles de commerce

2/3
des diplômés des grandes écoles ont effectué au moins un stage dans une entreprise privée française pendant leur cursus.

Cette immersion se fait sur la durée...



64 % des diplômés passés par l'étranger dans le cadre de leur cursus y sont restés plus de six mois.



Ce chiffre atteint 84 % pour les étudiants de l'ENS et de Sciences Po (mais 39 % seulement pour les élèves ingénieurs)

2/3
des étudiants qui ont séjourné à l'étranger dans le cadre de leur cursus déclarent y avoir passé plus de six mois.



19 % des sondés sont même restés hors de France plus d'un an

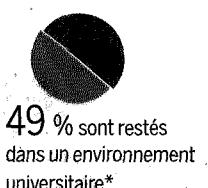
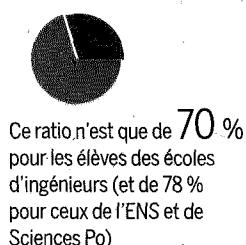


53 % indiquent s'être rendus dans au moins deux pays au cours de leur scolarité

Enquête réalisée d'avril à août 2013 pour l'Institut Montaigne à partir d'un échantillon de 975 personnes représentatif des étudiants de dernière année dans les grandes écoles suivantes : Polytechnique, Ecole centrale Paris, Ecole des ponts ParisTech, Telecom ParisTech, INSA Lyon, Essec, ESCP, ENS Cachan, Sciences Po.

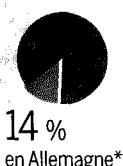
* RÉPONSES MULTIPLES POSSIBLES
SOURCE : HARRIS INTERACTIVE

... mais l'expérience à l'étranger est désormais plébiscitée



79 %
de l'ensemble des jeunes diplômés de l'étude déclarent être déjà partis à l'étranger dans le cadre de leur scolarité.

... et de préférence dans le monde anglo-saxon



1/5
des étudiants qui sont passés par l'étranger déclarent être partis au Royaume-Uni ou aux Etats-Unis

Chefs et marmitons globe-trotteurs

Institut Paul-Bocuse

De bac +3 à doctorat
450 étudiants

Crée en 1990 par le prestigieux chef Paul Bocuse, cette école lyonnaise de management en hôtellerie, restauration et arts culinaires a fait de l'international sa marque de fabrique. « *Une vocation naturelle*, selon Eléonore Vial, la directrice formation et développement académique de l'institut, dans le but d'être un relais du savoir-faire et de l'art de vivre français à travers le monde. »

Et les étudiants en sont les premiers fers de lance. D'abord du fait de leur origine : 40 % viennent de l'étranger. Mais aussi grâce à leur insertion : 70 % des anciens diplômés travaillent loin de la France, chefs de cuisine ou managers dans de grands hôtels ou restaurants aux quatre coins du monde. La maîtrise de la langue française est obligatoire pour tous, mais les cours de cuisine, comme ceux d'hôtellerie et de restauration, sont, en grande majorité, dispensés en anglais. Côté stages, les expériences à l'étranger sont fortement conseillées dans les cursus où elles ne sont pas obligatoires. En 2004 est née l'Alliance mondiale de l'Institut Paul-Bocuse (Institut Paul Bocuse Worldwide Alliance) : elle regroupe une quinzaine d'écoles et de formations à travers le monde, de la Finlande au Brésil, en passant par l'Afrique du Sud, les Etats-Unis ou Singapour. Cette alliance permet d'organiser des échanges réguliers d'étudiants et de professeurs, « pour s'enrichir mutuellement, partager les différentes cultures culinaires ou les traditions d'hospitalité de chaque pays, ainsi que les meilleures pratiques pédagogiques », explique Eléonore Vial. ■

SÉVERIN GRAVELEAU